

LE JOUR, 1949
30 JUIN 1949

ECONOMIE IMPOLITIQUE

Si en fait d'économie politique nous suivons en tout les leçons de l'Occident nous serions bien malades, car l'Occident pour des raisons discutables et sous des prétextes divers a ruiné de ses mains son épargne et son armature sociale. Pris entre un socialisme sans doctrine et un traditionalisme sans largeur de vues, il a détruit ses forces vives. Nous n'en voulons pour exemple que les marchés des valeurs mobilières.

En regardant la cote des grandes Bourses, on constate du premier coup d'œil que tout ce qui s'y achète et s'y vend, ne subsiste qu'à l'état squelettique et que les plus belles entreprises y ont un air d'hôpital. Les obligations sont mortes et les actions sont mourantes. Les sociétés qui représentaient le plus clair du patrimoine industriel et commercial des nations ne sont plus que des façades et des illusions. C'est un véritable massacre.

L'Etat est intervenu partout pour paralyser et pour démolir. Comme jadis à Chio :

“Le Turc est passé là, tout est ruine et deuil”.

Par les dévaluations, par la fiscalité, par les contraintes, l'état a pompé la substance ; là où il y avait sous la forme du porteur de titre tout un peuple vivant, il a laissé à côté des dirigeants des affaires moins maltraités que les autres, un peuple d'ombres et de fantômes. Si amenuisés, si rongés que soient les bénéficiaires, ils suffisent à faire une existence honorable à ceux qui dirigent tandis que les autres, l'obligataire, l'actionnaire ceux dont les ressources ont quand même édifié l'entreprise sont rançonnés, pillés, écrasés.

Nous ne disons certes pas, en évoquant ces choses, qu'il faudrait revenir sur des réformes sociales fondées sur la logique et sur la raison ; mais dans le cas dont nous parlons, **c'est l'absurde qui a triomphé.**

Ce qui valait des sommes immenses et qui représentait la force et l'avenir de l'occident se réduit de nos jours à une anémie pernicieuse et généralisée. Autour de l'Etat qui se ruine, c'est la ruine individuelle qui, pour l'amour de quelques préjugés, est élevée à la hauteur d'une institution.

Mais qu'on nous le dise : dans les pays où les valeurs mobilières ne sont plus rien, où les immeubles aussi ne sont plus rien, où la monnaie a toujours tendance à se réduire à rien, qu'est-ce qui peut subsister de la force et des espérances de la nation ? Nous savons évidemment qu'à la puissance de l'argent il faut des limites, mais, encore faut-il qu'à force d'être brutalisés l'épargnant, le contribuable ne perdent pas le goût de travailler, d'économiser et de vivre.

L'Occident est allé à des excès qu'il faudra nous garder d'imiter. Il est ravagé par un mal qui fait de l'Etat, maître aveugle de la vie sociale, le pire des enfants prodiges. Les faillites économiques de l'Occident ne se comptent plus. Mettons notre sagesse et notre expérience à diriger nos concitoyens sur d'autres voies.